



Conseil de sécurité

UN LRB/90

AUG 16 1990

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

S/21536

15 août 1990

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT INTERIMAIRE DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION  
DE LA RESOLUTION 661 (1990) DU CONSEIL DE SECURITE

1. A sa 2933e séance, le 6 août 1990, le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a adopté la résolution 661 (1990), dont le texte est le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 660 (1990), en date du 2 août 1990,

Profondément préoccupé par le fait que cette résolution n'a pas été appliquée et que l'invasion du Koweït par l'Iraq se poursuit, entraînant de nouvelles pertes en vies humaines et de nouvelles destructions,

Résolu à mettre un terme à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq et à rétablir la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Koweït,

Notant que le Gouvernement légitime du Koweït a manifesté sa volonté de respecter la résolution 660 (1990),

Conscient des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Affirmant le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, face à l'attaque armée dirigée par l'Iraq contre le Koweït, consacré par l'Article 51 de la Charte,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Constata que, jusqu'à présent, l'Iraq n'a pas respecté le paragraphe 2 de la résolution 660 (1990) et a usurpé l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït;

2. Décide, en conséquence, de prendre les mesures suivantes pour obtenir que l'Iraq respecte le paragraphe 2 de la résolution 660 (1990) et pour rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït;

3. Décide que tous les Etats empêcheront :

a) L'importation sur leur territoire de tous produits de base et de toutes marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït qui seraient exportés de ces pays après la date de la présente résolution;

b) Toutes activités menées par leurs nationaux ou sur leur territoire qui auraient pour effet de favoriser ou sont conçues pour favoriser l'exportation ou le transbordement de tous produits de base ou de toutes marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït, ainsi que toutes transactions faisant intervenir leurs nationaux ou des navires battant leur pavillon ou menées sur leur territoire, portant sur des produits de base ou des marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït et exportés de ces pays après la date de la présente résolution, y compris, en particulier, tout transfert de fonds à destination de l'Iraq ou du Koweït aux fins de telles activités ou transactions;

c) La vente ou la fourniture par leurs nationaux ou depuis leur territoire ou par l'intermédiaire de navires battant leur pavillon de tous produits de base ou de toutes marchandises, y compris des armes ou tout autre matériel militaire, que ceux-ci proviennent ou non de leur territoire, mais non compris les fournitures à usage strictement médical et, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, les produits alimentaires, à toute personne physique ou morale se trouvant en Iraq ou au Koweït ou à toute autre personne physique ou morale aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le territoire de l'Iraq ou du Koweït ainsi que toutes activités menées par leurs nationaux ou sur leur territoire qui auraient pour effet de favoriser ou sont conçues pour favoriser la vente ou la fourniture dans les conditions sus-indiquées de tels produits de base ou de telles marchandises;

4. Décide que tous les Etats s'abstiendront de mettre à la disposition du Gouvernement iraquien ou de toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics sise en Iraq ou au Koweït des fonds ou toutes autres ressources financières ou économiques et empêcheront leurs nationaux et toutes personnes présentes sur leur territoire de transférer de leur territoire ou de mettre par quelque moyen que ce soit à la disposition du Gouvernement iraquien ou des entreprises susvisées de tels fonds ou ressources et de verser tous autres fonds à des personnes physiques ou morales se trouvant en Iraq ou au Koweït, à l'exception des paiements destinés exclusivement à des fins strictement médicales ou humanitaires et, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, des produits alimentaires;

5. Demande à tous les Etats, y compris aux Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, d'agir de façon strictement conforme aux dispositions de la présente résolution nonobstant tout contrat passé ou toute licence accordée avant la date de la présente résolution;

6. Décide de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un comité du Conseil de sécurité composé de tous les membres du Conseil, qui sera chargé des tâches énumérées ci-après et de présenter au Conseil un rapport sur ses travaux, où figureront ses observations et recommandations :

a) Examiner les rapports qui seront présentés par le Secrétaire général sur les progrès de l'application de la présente résolution;

b) Solliciter de tous les Etats des informations supplémentaires concernant les mesures qu'ils auront prises pour assurer l'application effective des dispositions de la présente résolution;

7. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Comité, notamment en lui communiquant les informations qu'il pourrait leur demander en application de la présente résolution;

8. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Comité et de prendre au sein du Secrétariat les dispositions nécessaires à cette fin;

9. Décide que, nonobstant les paragraphes 4 à 8 ci-dessus, aucune des dispositions de la présente résolution n'interdira de prêter assistance au Gouvernement légitime du Koweït, et demande à tous les Etats :

a) De prendre des mesures appropriées pour protéger les avoirs du Gouvernement légitime du Koweït et de ses institutions;

b) De ne reconnaître aucun régime mis en place par la Puissance occupante;

10. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès de l'application de la présente résolution, un premier rapport devant lui être présenté dans les trente jours;

11. Décide de maintenir la question à son ordre du jour et de poursuivre ses efforts en vue de mettre rapidement un terme à l'invasion iraquienne."

2. Par un télégramme daté du 6 août 1990, le Secrétaire général a transmis le texte de la résolution aux ministres des affaires étrangères de tous les Etats 1/.

3. Dans une note qu'il leur a adressée le 8 août 1990 (voir l'annexe I au présent rapport), le Secrétaire général a appelé l'attention des ministres des affaires étrangères de tous les Etats sur les paragraphes 6, 7 et 10 de la résolution 661 (1990) et, afin de lui permettre de présenter les rapports qui lui sont demandés en vertu du paragraphe 10 de ladite résolution, leur a indiqué qu'il leur serait obligé de bien vouloir lui communiquer, dès que possible, et le 24 août 1990 au plus tard, les informations concernant les mesures prises par leur gouvernement en application des dispositions de la résolution.

4. Une lettre datée du même jour a été adressée au nom du Secrétaire général aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour leur transmettre le texte de la résolution 661 (1990).

5. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït a tenu sa 1re séance le 9 août 1990 et a élu Mme Marjatta Rasi (Finlande) présidente et les représentants du Canada et de la Colombie vice-présidents.

6. Les réponses reçues des Etats au 15 août 1990 comme suite à la note du Secrétaire général mentionnée plus haut au paragraphe 3 ont été distribuées comme documents du Conseil de sécurité et sont énumérées par ordre alphabétique dans l'annexe II au présent rapport, avec indication de la cote sous laquelle les textes en ont été reproduits intégralement.

#### Note

1/ Conformément à la pratique établie du Secrétariat, l'expression "tous les Etats" désigne les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice.

ANNEXE I

Note datée du 8 août 1990, adressée aux ministres des affaires  
étrangères de tous les Etats par le Secrétaire général

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Ministre des affaires étrangères de ... et a l'honneur de se référer à la résolution 661 (1990), que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 2933e séance, le 6 août 1990, au sujet de la question intitulée "La situation entre l'Iraq et le Koweït", résolution dont le texte a été transmis le même jour par télégramme au gouvernement de Son Excellence.

Le Secrétaire général appelle en particulier l'attention sur les paragraphes 6, 7 et 10 de la résolution 661 (1990), qui se lisent comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

...

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

...

6. Décide de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un comité du Conseil de sécurité composé de tous les membres du Conseil, qui sera chargé des tâches énumérées ci-après et de présenter au Conseil un rapport sur ses travaux, où figureront ses observations et recommandations :

a) Examiner les rapports qui seront présentés par le Secrétaire général sur les progrès de l'application de la présente résolution;

b) Solliciter de tous les Etats des informations supplémentaires concernant les mesures qu'ils auront prises pour assurer l'application effective des dispositions de la présente résolution;

7. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Comité, notamment en lui communiquant les informations qu'il pourrait leur demander en application de la présente résolution;

...

10. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès de l'application de la présente résolution, un premier rapport devant lui être présenté dans les trente jours;"

Afin de pouvoir établir le rapport demandé au paragraphe 10 des dispositions précitées, le Secrétaire général souhaiterait recevoir le plus tôt possible, et au plus tard le 24 août 1990, des informations sur les mesures prises par le gouvernement de Son Excellence pour donner suite à la résolution du Conseil.

/...

ANNEXE II

Liste des Etats qui ont répondu à la note du Secrétaire général  
datée du 8 août 1990

Cote sous laquelle est publié  
le texte de la réponse

Allemagne, République fédérale d'	S/21524
Argentine	S/21475 et S/21530
Australie	S/21520
Autriche	S/21523
Brésil	S/21476, S/21497 et S/21522
Bulgarie	S/21477
Canada	S/21519
Chili	S/21467 et S/21516
Chypre	S/21495
Côte d'Ivoire	S/21512
Espagne	S/21526
Etats-Unis d'Amérique	S/21525
Finlande	S/21511
France	S/21493
Hongrie	S/21515
Iles Salomon	S/21483
Italie*	S/21444 et S/21502
Japon	S/21449, S/21461 et S/21535
Malaisie	S/21527
Norvège	S/21534
Nouvelle-Zélande	S/21482
Panama	S/21508
Pays-Bas	S/21532
République de Corée	S/21487
République démocratique allemande	S/21517
République fédérale tchèque et slovaque	S/21488
Roumanie	S/21507
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	S/21531
Singapour	S/21510
Suède	S/21518
Turquie	S/21514
Uruguay	S/21464

---

\* Au nom des Etats membres de la Communauté européenne.